



RAPPORT GLOBAL

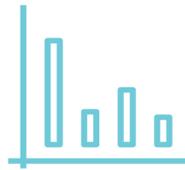
Evaluation Nationale des ODD

JUIN 2017

LE PROCESSUS



Les organisations de défense des droits des femmes à la base, les membres de l'Alliance remplissent la fiche d'Evaluation Nationale des ODD pour documenter leurs expériences concernant la mise en oeuvre des ODD dans leur pays.



Women Thrive compile les résultats de ces fiches, analyse les données pour révéler les tendances et identifier les lacunes.



Ensemble, nous utilisons ces données pour soumettre les gouvernements nationaux à l'élaboration des stratégies de mise en oeuvre inclusive, participative et axées sur l'engagement citoyen.

RESUME

150 organisations en 30 pays ont rempli la fiche d'Evaluation Nationale des ODD. Les conclusions clés sont les suivantes:

1 Les membres comprennent + ont accès aux informations.

2 ...Pourtant ils leur manquent des ressources (\$\$) pour des activités de plaidoyer autour des ODD

3 ...Et ont été exclus des processus décisionnels au niveau national

NOS RECOMMANDATIONS



PLUS DE FINANCEMENTS POUR LES ORGANISATIONS DE DEFENSE DES DROITS DES FEMMES CONCERNANT LA MISE EN OEUVRE DE L'ODD5



INTENSIFIER LE PLAIDOYER POUR L'INCLUSION ET LA PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE PROCESSUS DE MISE EN OEUVRE AU NIVEAU NATIONAL

"Autant le gouvernement participe activement [dans la planification des ODD], autant il n'y a aucune prise de conscience au niveau des organisations à la base. Mon organisation travaille activement pour cette sensibilisation.

"Seules les OSC organisent des réunions pour discuter des questions liées aux ODD...les femmes dans mon pays sont encore considérées comme minoritaires et inférieures...les hommes ne comprennent pas le concept global de l'égalité genre. Les femmes qui font la promotion de l'ODD5 sont traitées comme des ennemies ou des menaces pour la société."

"Notre plaidoyer et notre formation d'Etat à Etat sont dûs à la négligence des femmes et des filles par le gouvernement et nous espérons collaborer avec ces Etats pour toucher davantage de femmes et de filles."

RESULTATS

Les membres comprennent + ont accès aux informations...

...mais ils leur manquent de ressources (\$\$) pour les activités de plaidoyer

...et ont été exclus des processus décisionnels.

- 97%** comprend le contexte des ODD et pense que l'ODD5 est un outil utile pour responsabiliser leur gouvernement et les rendre redevable pour la promotion de l'égalité genre.
- 64%** a aussi vu et entendu les informations au sujet de l'ODD5 dans les médias nationaux et au moins **59%** sait où trouver les informations en ligne à propos de sa mise en oeuvre au niveau national.
- 80%** comprend comment faire le plaidoyer pour la mise en oeuvre des ODD.
- 95%** veut faire faire le plaidoyer pour la mise en oeuvre des ODD dans leur pays.
- 80%** utilise déjà l'ODD5 comme un moyen de faire le plaidoyer sur l'égalité genre au niveau national.
- 60%** connaît une coalition nationale des OSC qui fait le plaidoyer pour la mise en oeuvre de l'ODD5, **65%** travaille spécifiquement autour de l'ODD5.
- 69%** connaît au moins une initiative gouvernementale de mise en oeuvre des ODD dans son pays et sait quelles agences du gouvernement sont responsables de cette mise en oeuvre.
- 57%** croit qu'il peut facilement contacter ces agences responsables de la mise en oeuvre des ODD dans leur pays.
- 79%** ne sait où identifier les donateurs qui financent le plaidoyer pour l'ODD5.
- 90%** n'a pas de financement garanti pour le plaidoyer pour l'ODD5.
- 58%** a contacté les représentants du govt afin de participer à la mise en oeuvre des ODD
- 65%** n'a pas été invité à une réunion ou un évènement organisé par le govt concernant les ODD.
- 72%** n'a pas été consulté lors de la priorisation des ODD dans le Plan National de Développement.
- 67%** ne croit pas que le govt ait inclut les femmes à la base dans la conception des politiques nationales liées aux ODD.
- 51%** ne croit pas que les organisations qui défendent les droits des femmes soient incluses dans les prises de décision concernant la mise en oeuvre de l'ODD5.
- 49%** ne croit pas que les besoins des femmes à la base soient reflétés dans la mise en oeuvre des ODD et de l'ODD5 par le govt.
- 65%** ne sait ni s'il existe des indicateurs clairs pour suivre les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de l'ODD5, ni si les données sont désagrégées par sexe.

ANALYSE

ETANT DONNE CES RESULTATS, WOMEN THRIVE ALLIANCE APPELE A:



PLUS DE FINANCEMENTS POUR LES ORGANISATIONS A LA BASE QUI MENENT LE PLAIDOYER POUR LA MISE EN OEUVRE DES ODD

Bien que les membres de l'Alliance soient bien informés, éduqués et proactifs dans la recherche des informations concernant le cadre des ODD; bien qu'ils plaident déjà autour de l'ODD5 comme moyen de mettre en oeuvre les politiques d'égalité genre dans leur pays...leur plus grand obstacle est le financement du plaidoyer. 90% n'a pas de financement garanti pour le plaidoyer pour l'ODD5 et 79% ne sait pas comment trouver ce genre de financement.

Bien que les efforts soient faits pour informer et communiquer SUR les ODD, nous exhortons à PLUS d'efforts pour le soutien et le financement des organisations à la base dans le cadre du plaidoyer et de la mise en oeuvre des ODD et particulièrement de l'ODD5



INTENSIFIER LE PLAIDOYER POUR LA PARTICIPATION DE LA SOCIETE CIVILE DANS LE PROCESSUS DE MISE EN OEUVRE DES ODD AU NIVEAU NATIONAL

Globalement les membres de l'Alliance sont constamment en dehors des espaces décisionnels. La majorité sait quelles agences govt sont responsables de la mise en oeuvre du cadre des ODD et les ont respectivement touchées pour être impliqués...mais ils continuent à être exclus. En tant qu'organisations de la société civile avec des liens avec les femmes et les filles aux niveau rural et urbain, elles sont une ressource pour le govt dans le cadre de la mise en oeuvre des ODD.

Pour cela, nous exhortons les gouvernements à réagir et à mobiliser les organisations de promotion de l'égalité genre dans les évènements et les réunions de planification et de mise en oeuvre des ODD, plus particulièrement de l'ODD5, afin d'assurer que les besoins des femmes et des

